

cette dernière ait manqué à sa parole et si nous supprimons cette interdiction, dans quelle mesure et à quelle fin?

Que le ministre ne vienne pas nous dire, comme il l'a si souvent fait, que nous exigeons les meilleures garanties au monde. Ces garanties sont vaines, à moins que ceux qui les donnent ne soient dignes de confiance. Certes, aucune garantie que le gouvernement a pu produire jusqu'ici n'a la moindre valeur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** Ce que nous, du Nouveau parti démocratique, demandons, c'est qu'il y ait un moratoire sur les ventes de centrales nucléaires, de techniques et de combustibles jusqu'à ce que les sept pays producteurs réussissent à formuler un traité qui bannirait les pays qui n'ont pas signé le traité de non-prolifération et tous les pays qui ne sont pas prêts à renoncer à acheter des installations de retraitement. Aucun pays ne peut appliquer pareilles dispositions. Seules les sept pays qui vendent des techniques et des installations nucléaires peuvent le faire, s'ils conviennent, par traité, que dès qu'une nation violera l'accord de garanties, elle ne pourra obtenir d'aucun des pays fournisseurs, soit des installations, des réparations, des pièces, du combustible d'uranium, de l'eau lourde ni aucun autre produit dont elle a besoin pour utiliser la centrale. Tant que nous n'aurons pas conclu un tel accord et tant que les pays producteurs ne seront pas prêts à signer ce genre de traité, qui leur permettra d'imposer des sanctions et d'appliquer leurs garanties, j'affirme qu'il faut cesser de vendre ces réacteurs nucléaires à l'étranger.

Lorsque cette solution a été proposée au ministre, le jour où il a annoncé la vente de réacteurs nucléaires à la Corée du Sud et à l'Argentine, j'ai pensé que la réponse du ministre était une des pires accusations jamais portée par un ministre vis-à-vis de lui-même et du gouvernement auquel il appartient. La page 10493 du Hansard du 30 janvier 1976 rapporte les propos du ministre au sujet d'un moratoire:

Par suite de cette politique, le Canada perdrait probablement des ventes aux mains des autres fournisseurs nucléaires, ainsi que son influence...

Que le Canada perdrait probablement des ventes, voilà une déclaration importante. Josh Billings a fait remarquer un jour que, quand quelqu'un dit: «Ce n'est pas une question d'argent, mais de principe», c'est en fait une question d'argent. Je trouve très significatif que les considérations pécuniaires semblent avoir pris le pas sur les considérations morales en matière de vente de réacteurs nucléaires. Bien sûr, les Canadiens veulent commercer avec les autres pays; bien sûr, ils veulent accroître les exportations. Mais je soutiens que, dans leur grande majorité, ils ne sont pas disposés à aller jusqu'à compromettre la paix mondiale pour permettre au gouvernement de vendre deux ou trois réacteurs nucléaires dans les points chauds du globe.

● (1550)

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles):** J'espère que le ministre fera aujourd'hui à la Chambre un exposé exhaustif de nos négociations avec l'Inde. Nous n'exigeons pas qu'il nous révèle la teneur de l'entente finale, mais

### *Prolifération des armes nucléaires*

quand lui ou quelqu'un d'autre a envoyé une délégation à New Delhi, il devait avoir une certaine idée de la raison d'être de ces entretiens. Il devait savoir si le Canada, à certaines conditions, songerait à lever l'interdiction des ventes nucléaires à l'Inde. Nous devrions savoir quelles sont ces considérations. La Chambre devrait sûrement savoir cela longtemps avant la signature d'un accord.

Il s'agit ici d'une chose bien trop importante pour la survivance de l'humanité pour suivre les vieilles traditions diplomatiques du XIX<sup>e</sup> siècle selon lesquelles un gouvernement peut signer un rapport puis le lancer ici à la Chambre des communes et donner dix à quinze minutes aux députés pour exprimer leurs opinions. Il est sûrement temps, vu l'importance vitale de la question, d'en discuter à la Chambre et aux comités permanents de la Chambre. Les députés devraient avoir voix au chapitre avant que le gouvernement prenne une décision dont pourrait dépendre un holocauste mondial.

A mon avis, les Canadiens n'accepteront pas que toutes ces négociations sur les ventes nucléaires se poursuivent dans le secret de la diplomatie, et que le Parlement et le peuple canadien soient gardés dans l'ignorance d'une décision qui pourra bien les toucher tous, eux, leurs enfants, et les enfants de leurs enfants pour des générations à venir. Par conséquent, monsieur l'Orateur, nous voulons que le ministre mette cartes sur table, qu'il dise à la Chambre ce qui se passe et s'il veut bien, vu ce qui s'est produit en Inde et le fait que certains pays avec lesquels nous avons amorcé des négociations se sont procuré des usines de recyclage, s'il veut bien, dis-je songer à un moratoire temporaire d'ici à ce que les sept nations fournisseuses se soient réunies et aient fait certains progrès dans l'établissement de dispositions grâce auxquelles nous aurions la garantie que la vente de réacteurs nucléaires n'augmentera pas la capacité nucléaire de pays disposés à s'en servir pour troubler la paix dans le monde et menacer la survivance de l'humanité.

[Français]

**M. René Matte (Champlain):** Monsieur le président, nous sommes à étudier une motion qui porte à réfléchir bien sérieusement et bien profondément. En effet, comment un pays comme le nôtre, reconnu d'abord et avant tout pour son rôle de pacificateur, pour son rôle exemplaire à l'égard de toutes les nations du monde, comment, dis-je, un tel pays peut-il justifier une assistance nucléaire à un pays comme l'Inde?

Je me dois de féliciter le député qui a proposé cette motion, car, à mon sens, il faut absolument que nous agissions d'une façon logique et avec ce que l'on ait convenu d'appeler du «gros bon sens». Monsieur le président, géographiquement le Canada est dans une situation telle, qu'on se demande même pourquoi nous acceptons nous-même d'avoir des armes nucléaires. On se demande même pourquoi nous acceptons d'avoir toutes sortes d'armements dont on pourrait se dispenser, car, entre les États-Unis, d'une part, et nos voisins du Sud et l'Union Soviétique, d'autre part, nos voisins du Nord, il est bien évident qu'avec notre faible densité de population, nous avons l'air d'un pygmée entre deux géants, et qu'il est absolument ridicule d'avoir des armements pour essayer de faire concurrence.